

DE JEAN-MARC VITTORI

La vraie racine de la crise

ECRIT PAR



Jean-Marc VITTORI

Editorialiste

SES 3 DERNIERS ARTICLES

- 24/03 | 07:00
Un socialisme décoiffant
- 22/03 | 07:00
Certes, sortons du nucléaire, mais...
- 21/03 | 07:00 | mis à jour à 10:29
Interventions à contresens

TOUS SES ARTICLES

La crise ressemble à un arbre. Sortie du sol en 2007, elle a brusquement grandi en 2008. En 2010, une branche européenne s'est développée. Des ramifications économiques et financières ont poussé. Cet enchevêtrement fait penser à « L'Arbre sans fin », un beau livre pour enfants de Claude Ponti. Et au pied de cet arbre, les économistes fouillent pour repérer les racines d'un tel monstre végétal. Ils ont commencé par le plus évident -les délires des banquiers, l'inconscience de leurs contrôleurs. Ils ont poursuivi par les grands déséquilibres (entre pays, et au sein de quelques-uns comme les Etats-Unis) qui ont entraîné la création d'une irrépressible masse de liquidités. Puis ils sont descendus jusqu'aux dettes accumulées par les particuliers. Mais d'où vient cette dette ? Dans son dernier livre (1), l'économiste Robert Reich creuse encore plus loin. Pour l'ancien secrétaire au Travail de Bill Clinton, qui est l'un des observateurs les plus pénétrants de l'économie moderne, la vraie racine de la crise est la montée des inégalités.

Le raisonnement est simple... et dense ! « *La production de masse doit être accompagnée d'une consommation de masse, et cette consommation de masse implique à son tour une distribution des richesses telle qu'elle assure aux hommes un pouvoir d'achat équivalent à la quantité de biens et services qu'offre l'appareil productif. Au lieu d'assurer une telle distribution, une gigantesque pompe aspirante avait confisqué une part croissante de la richesse produite au profit de quelques-uns. Ceux-ci avaient bien accumulé du capital. Mais en privant la masse des consommateurs d'un pouvoir d'achat suffisant, les épargnants avaient eux-mêmes tari la demande qui aurait justifié le réinvestissement de leur capital dans de nouvelles usines. Par conséquent, comme dans une partie de poker où les jetons seraient concentrés entre des joueurs de moins en moins nombreux, les autres ne pouvaient continuer la partie qu'en empruntant. Lorsque leur crédit s'épuisa, la partie cessa.* » Cette citation (un peu abrégée) figure bien dans le livre de Reich. Mais elle a été écrite il y a soixante ans par un certain Marriner Eccles. Dans ses mémoires publiées en 1951, ce banquier mormon nommé à la tête de la

Réserve fédérale des Etats-Unis par Franklin Roosevelt analysait la crise... des années 1930. Et il a été jugé digne de donner son nom au bâtiment qui abrite aujourd'hui la Fed.

L'enclenchement fatal des années 1920 s'est reproduit dans les années 2000. Une part croissante du revenu est allée aux plus favorisés. « *La part du revenu allant au 1 % des contribuables les plus riches atteint un sommet à la fois en 1928 et en 2007, avec plus de 23 %* » contre moins de 9 % à la fin des années 1970. Or le drame des riches, c'est qu'ils ne parviennent pas à tout dépenser, malgré leurs efforts. Leur « propension à consommer », pour reprendre l'expression de John Maynard Keynes, est plus faible que celle des pauvres. Quand leur part du gâteau augmente, ça ampute la consommation, la demande et donc la croissance.

A partir des années 1980, les classes moyennes américaines ont toutefois lutté contre « *les effets dévastateurs et simultanés de la concurrence mondiale et de technologies capables de remplacer le travail humain* », qui comprimaient leurs salaires. Ils ont employé trois moyens pour accroître leurs revenus. D'abord, les femmes sont entrées sur le marché du travail (en une génération, la proportion des jeunes mères ayant un emploi est passée de 20 % à 60 %). Ensuite, les actifs ont travaillé davantage (cinq à six heures de plus par semaine en trente ans ans). Enfin, les Américains ont emprunté massivement. Mais « *lorsque leur crédit s'épuisa, la partie cess a* » une nouvelle fois.

Dans ces conditions, l'Amérique aura du mal à vraiment dépasser la crise, car le partage des revenus a peu changé. Les salaires stagnent et le nombre de salariés a diminué de 7 millions en trois ans. La consommation de masse ne peut pas suivre la production de masse. Le pays n'effacera pas un excès de dette (privée) par un autre excès de dette (publique). Pour en sortir, Robert Reich en appelle à ce qu'il nomme un nouveau pacte fondateur, afin de rééquilibrer la répartition des revenus et retrouver la voie d'une croissance durable. Un pacte affirmé par des mesures de politique économique : subventionner les salariés touchant moins de 50.000 dollars par an (l'équivalent de 3.000 euros par mois), taxer le carbone, augmenter l'impôt sur les hauts revenus (dans les décennies d'après-guerre, la tranche marginale d'imposition dépassait les 70 % sans entraver la croissance), éliminer l'argent de la politique (pour éviter que les plus aisés fassent voter des lois qui leur sont favorables).

Mais un pacte public ne suffira pas. Il doit aussi être privé. C'est ce qui s'était passé après les années 1930. Dans les pas d'Henry Ford, les entreprises avaient augmenté les salaires, ce qui avait dynamisé la demande et engendré un cercle vertueux. Etrangement, Robert Reich rappelle l'action de Ford sans en tirer les leçons. Des observateurs français, qui font la même analyse que lui de la crise, n'hésitent pas à le faire. Dans une note publiée le mois dernier, Patrick Artus, l'économiste en chef de la banque Natixis, affirme ainsi que, « *avant d'être une crise bancaire et financière, la crise presque continuelle dans laquelle nous vivons est une crise du partage des revenus aux Etats-Unis, et donc de l'exigence de rentabilité du capital* ». Il rejoint ainsi le diagnostic du gourou américain du management Michael Porter, qui propose de passer de la « shareholder value » (valeur pour l'actionnaire) à la « shared value » (valeur partagée). Mais le

basculement est-il possible ? C'est l'ultime paradoxe de cette histoire : en baissant brutalement les taux d'intérêt, en creusant les déficits budgétaires, conformément à la vulgate keynésienne, les gouvernants ont empêché le pire. Et en empêchant le pire, ils ont privé le capitalisme de sa capacité à se réinventer.